



Conseil économique et social

Distr. générale
6 avril 1998
Français
Original: anglais

Comité du programme et de la coordination

Trente-huitième session

1er-26 juin 1998 (partie I)

Point 4 e) de l'ordre du jour provisoire*

Questions relatives au programme : évaluation

Examen triennal de la mise en oeuvre des recommandations faites par le Comité du programme et de la coordination, à sa trente-cinquième session, sur l'évaluation du programme sur l'environnement

Note du Secrétaire général

1. Conformément au paragraphe 5 e) i) de la résolution 48/218 B adoptée par l'Assemblée générale le 29 juillet 1994, le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-joint le rapport intitulé «Examen triennal de la mise en oeuvre des recommandations faites par le Comité du programme et de la coordination, à sa trente-cinquième session, sur l'évaluation du programme sur l'environnement», en date du 31 mars 1998. Le rapport a été examiné par les départements, programmes et organismes compétents. Le Secrétaire général prend note des conclusions du rapport et approuve les recommandations qu'il contient.

2. Le rapport sera d'une grande utilité pour l'élaboration du rapport de l'Équipe spéciale sur l'environnement et les établissements humains que j'ai demandé en vue de l'élaboration de propositions sur la réforme et le renforcement des activités des Nations Unies dans le domaine de l'environnement et des établissements humains, qui seront présentées à l'Assemblée générale.

* E/AC.51/1998/1.

Examen triennal de la mise en oeuvre des recommandations faites par le Comité du programme et de la coordination, à sa trente-cinquième session, sur l'évaluation du programme sur l'environnement

Rapport du Bureau des services de contrôle interne

Résumé

Le présent rapport fait suite à la décision prise par le Comité du programme et de la coordination à sa vingt-deuxième session d'examiner la mise en oeuvre de ses recommandations trois ans après s'être prononcé sur une évaluation approfondie.

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement s'est attaché à donner suite aux recommandations du Comité. Les progrès accomplis étant mitigés, le Programme doit en particulier s'employer à a) tirer parti des connaissances spécialisées au sein du système des Nations Unies, b) fournir un appui à l'application des conventions relatives à l'environnement et c) rendre les informations plus accessibles à la communauté non scientifique, y compris les décideurs et les médias. Des recommandations sont formulées en vue de faire face à cette situation.

Table des matières

	<i>Paragraphe</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1-4	3
II. Conclusions	5-33	3
A. Réorientation du rôle du Programme des Nations Unies pour l'environnement	5-12	3
B. Domaines d'action prioritaires	13-28	6
1. Évaluation de l'environnement	13-18	6
2. Gestion de l'environnement	19-22	7
3. Mesures d'appui	23-28	9
C. Administration	29-33	11
1. Activités régionales	29	11
2. Soutien aux grands groupes sociaux ou sectoriels	30	11
3. Gestion du programme	31-33	12
III. Conclusions et recommandations	34	13

I. Introduction

1. À sa trente-cinquième session, le Comité du programme et de la coordination a examiné le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation approfondie du programme sur l'environnement (E/AC.51/1995/3 et Corr.1). Le Comité, ayant souscrit à l'orientation générale du rapport, qui préconisait une réorientation des activités du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) par un renforcement du partenariat avec d'autres organisations au sein aussi bien qu'en dehors du système des Nations Unies, compte dûment tenu du rôle du PNUE en tant que programme mondial relatif à l'environnement, a approuvé les recommandations figurant dans le rapport¹.

2. À sa dix-huitième session, le Conseil d'administration du PNUE, dans sa décision 18/5 du 26 mai 1995², s'est félicité du rapport d'évaluation du Bureau des services de contrôle interne ainsi que des conclusions du Comité du programme et de la coordination contenues dans son rapport sur la question, et a prié le Directeur exécutif du PNUD d'envisager des mesures susceptibles de donner suite aux recommandations figurant dans le rapport du Bureau des services de contrôle interne en prenant dûment en considération les conclusions et recommandations du Comité. En 1997, le PNUE a fait rapport au Conseil d'administration sur la suite donnée aux recommandations (UNEP/GC.19/INF.3).

3. À la fin de 1996, le Bureau des services de contrôle interne a procédé à un examen du PNUE et des pratiques administratives de son secrétariat, conformément à la recommandation 23 de l'évaluation approfondie (E/AC.51/1995/3). En 1997, le rapport du Bureau sur cet examen (A/51/810) a été examiné par le Conseil d'administration du PNUE et par le Comité du programme et de la coordination (voir par. 33 ci-dessous).

4. Le présent examen triennal, que le Groupe central d'évaluation du Bureau a effectué en vue de déterminer dans quelle mesure les recommandations du Comité avaient été appliquées, a consisté, comme ce fut le cas des examens triennaux précédents, à examiner les documents pertinents et les informations présentées par le PNUE et les autres organisations intéressées et à tenir des consultations aux fins d'éclaircissement et de vérification.

II. Conclusions

A. Réorientation du rôle du Programme des Nations Unies pour l'environnement

5. Le PNUE a été créé en 1972 pour faire office de centre de liaison pour la coordination des activités relatives à l'environnement au sein du système des Nations Unies. Le Fonds pour l'environnement, qui relève du PNUE, a été créé pour aider ce dernier à jouer un rôle de catalyseur en fournissant des ressources financières supplémentaires aux programmes relatifs à l'environnement. Depuis lors, de nombreuses organisations, tant au sein qu'hors du système des Nations Unies, ont élaboré des programmes internationaux sur l'environnement. C'est ainsi que suite à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue à Rio de Janeiro en 1992, les nouveaux protagonistes dans le domaine de l'environnement ont vu leur nombre augmenter et participent de plus en plus aux travaux, aux négociations et aux activités de l'Organisation des Nations Unies. En outre, comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général en date du 14 juillet 1997 (A/51/950, par. 173), à l'ONU, la Commission du développement durable est devenue une instance politique importante et grand nombre de conventions internationales ayant trait à l'environnement ont institué des organes directeurs et des secrétariats autonomes.

6. Comme suite à la Conférence, le PNUE a entamé un long processus visant à redéfinir son rôle de coordonnateur et de catalyseur et à réorienter son action sur les aspects du développement durable liés à l'environnement. Toutefois, faire largement accepter la portée du rôle joué par le PNUE après la Conférence a été laborieux. Cette imprécision, outre les autres facteurs tels que le doute concernant la qualité de la gestion du PNUE, explique en partie que les contributions au Fonds pour l'environnement n'aient pas atteint le montant cible de 100 millions de dollars par an fixé en 1989 par le Conseil d'administration du PNUE et, qu'après un niveau record en 1993, le montant soit tombé de 66,8 millions à 47,7 millions en 1996 (voir par. 31 ci-dessous).

7. En 1997, pour revitaliser le PNUE, le Conseil d'administration a adopté la Déclaration de Nairobi sur le rôle et le mandat du Programme des Nations Unies pour l'environnement³. Compte tenu du rôle de catalyseur du PNUE et conformément à l'Action 21 adoptée par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement⁴, l'Assemblée générale, dans sa résolution S/19-2 du 28 juin 1997, annexe, paragraphe 123, a approuvé la Déclaration concernant le rôle du PNUE, qui devrait être l'autorité reconnue en matière d'environnement mondial, qui serait chargée de définir les

tâches mondiales dans le domaine de l'environnement, d'oeuvrer en faveur d'une application plus cohérente, au sein du système des Nations Unies, de politiques de développement durable touchant l'environnement et de plaider efficacement la cause de l'environnement mondial. Au début de 1997, le Bureau des services de contrôle interne a recommandé que le PNUE, une fois son rôle et ses fonctions clarifiés, les exprime dans un plan d'action pour les cinq prochaines années. Ce plan devra contenir des buts mesurables ou au moins observables, ainsi que des indicateurs des résultats applicables à chacun de ces programmes et unités opérationnelles (A/51/810, par. 138).

Recommandation 1, Rôle de catalyseur du PNUE en ce qui concerne le nouveau problème d'environnement. Le PNUD devrait, pour jouer son rôle de catalyseur en ce qui concerne les nouveaux problèmes d'environnement, faire davantage appel à la contribution du système des Nations Unies, de la communauté scientifique et d'autres communautés professionnelles internationales, pour amener les gouvernements à prendre en considération le problème de grande portée internationale de façon appropriée et adéquate, par l'intermédiaire du Conseil d'administration et d'autres organes (E/AC.51/1995/3 et Corr.1).

8. Pendant la période considérée, de 1995 à 1997, le PNUE a conclu plusieurs accords de partenariat et de collaboration avec des organismes des Nations Unies et d'autres organisations et communautés. La collaboration s'est poursuivie avec des organisations dans quelques domaines, notamment avec la FAO dans le domaine de l'utilisation sans risque de pesticides et de la conservation des ressources génétiques; leur coopération commune concernant le principe de l'information et du consentement préalables dans le domaine du commerce international de produits chimiques a permis d'élaborer un instrument ayant force exécutoire. Cependant, il apparaît à bien des égards qu'en jouant son rôle de catalyseur, le PNUE n'a pas autant tiré parti des apports du système des Nations Unies qu'il le fallait. Par exemple, en matière d'évaluation de l'impact sur l'environnement, le Système mondial de surveillance continue de l'environnement (GEMS) représentait l'effort collectif fait par les organismes des Nations Unies pour surveiller et évaluer l'environnement mondial; il était appuyé par le Centre d'activité du programme du Système mondial de surveillance continue de l'environnement (voir E/AC.51/1995/3, par. 19). Dans ses observations concernant un premier projet du présent rapport, le PNUE a indiqué que la fonction du GEMS, comme initialement envisagé par le PNUE, serait de plus en plus essentiellement assumée par les systèmes mondiaux d'observation en cours de conception. Il convient de noter qu'en 1997, le

Conseil d'administration du PNUE s'est félicité, dans sa décision 19/3 du 7 février 1997⁵, du rapport du PNUE sur l'état de l'environnement mondial, qui constituait le premier rapport de la série L'avenir de l'environnement mondial», et que dans sa décision 19/4 du 7 février 1997⁵, ayant trait au GEMS, il a prié le Directeur exécutif de veiller à ce qu'il soit tiré le meilleur parti de programmes GEMS/Air/Eau et de la base de données sur les ressources mondiales dans la préparation des évaluations réalisées pour le rapport sur l'avenir de l'environnement mondial. En ce qui concerne le programme sur la sécurité des produits chimiques, le PNUE joue un rôle décisif dans la mise en oeuvre des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement en qualité d'organisme de coordination pour le Comité interinstitutions du développement durable en ce qui concerne la saine gestion des produits chimiques toxiques. Le PNUE a fondé en 1980, avec l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation mondiale de la santé, le Programme international sur la sécurité des substances chimiques. Suite à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, les mandats et programmes ont été renforcés et élargis. Les deux rôles essentiels du Programme international consistent à établir une base scientifique pour une utilisation sans risque de produits chimiques en réalisant des évaluations des risques pour la santé et l'environnement et à renforcer les capacités nationales en matière de sécurité des substances chimiques. Depuis 1996, le PNUE a cessé de contribuer au Programme international. Dans ses observations concernant un premier projet du présent rapport, le PNUE a indiqué qu'un nouveau mécanisme de coordination, le Programme interorganisations sur la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques était le meilleur moyen d'élargir le Programme international comme convenu par les gouvernements et les organisations intergouvernementales.

Recommandation 2, Rôle de coordination des programmes environnementaux dans le système des Nations Unies (E/AC.51/1995/3)

a) Le PNUE devrait coordonner, conformément aux orientations données par le Conseil d'administration, les programmes environnementaux du système des Nations Unies, en concertation avec les services compétents des différents organismes et programmes, afin d'inciter les autres institutions à assumer des responsabilités opérationnelles et financières accrues;

9. Le PNUE estime que pendant la période 1995-1997, moins d'efforts concertés ont été faits dans certains domaines du fait de l'insuffisance des ressources de nombreuses institutions. Certaines d'entre elles ont indiqué au Groupe

central d'évaluation que le PNUE n'avait pas contribué de manière significative à coordonner les programmes dans le cadre de partenariats avec elles en vue de leur permettre d'assumer une plus grande responsabilité. Elles ont apprécié le rôle de catalyseur joué par le PNUE dans l'élaboration du volet relatif à l'environnement de leur programme ordinaire. Un organisme qui avait pris de nouvelles initiatives et assumé une plus grande responsabilité financière a indiqué, au début de 1998, que le concours financier du PNUE en faveur de ses initiatives avait baissé de plus de 80 % depuis 1990 et que le PNUE n'avait pas donné suite à des demandes qui lui avaient été adressées périodiquement en vue d'une reprise de la collaboration. La question de la définition du rôle de catalyseur que pourrait jouer le PNUE est devenue d'autant plus urgente que les contributions au Fonds pour l'environnement ont baissé et que le PNUE a tendance à consacrer la quasi-totalité des ressources du Fonds à des projets internes.

b) La coordination au niveau des programmes, à l'intérieur du PNUE, devrait être confiée aux différents responsables de programmes pour chaque domaine d'Action 21; ceux-ci devraient entretenir un dialogue permanent avec leurs homologues des autres organismes du système des Nations Unies, et suivre la situation de l'environnement et l'efficacité des programmes environnementaux des Nations Unies; il convient d'employer de façon plus systématique des mécanismes permettant d'influencer d'autres organisations au niveau des programmes, tels que le Secrétariat du Plan Vigie et le service commun PNUE/Département des affaires humanitaires pour l'assistance environnementale d'urgence;

10. Le PNUE a souligné que ses responsables de programmes contrôlent entièrement leurs programmes et que son programme de travail est élaboré en consultation avec d'autres organisations internationales. Pendant la période 1995-1997, le PNUE s'est attaché à mettre en place d'autres mécanismes de coordination de programmes. Toutefois, il a centré ses efforts essentiellement sur l'intégration interne de ses activités; il n'est pas évident que l'attention voulue ait été accordée à l'objectif réel de la recommandation 2 b), qui était de renforcer la coordination au sein du système des Nations Unies. S'il y a eu quelques exemples de collaboration étroite avec des organismes, dans la plupart des cas le dialogue continu envisagé dans la recommandation n'a pas atteint le niveau souhaité; cette consultation aurait au moins évité au PNUE de planifier des activités déjà intégrées au programme de travail d'autres organisations.

c) La coordination des programmes environnementaux au niveau des politiques devrait se faire dans le cadre des mécanismes créés pour le suivi de la Confé-

rence des Nations Unies sur l'environnement et le développement; au besoin, des consultations additionnelles avec des organisations du système des Nations Unies et d'autres organisations pourraient être organisées de façon ponctuelle.

11. Jusqu'en 1992, la coordination des programmes environnementaux au niveau des politiques était assurée sous la présidence du Directeur exécutif du PNUE, par les responsables désignés pour les questions d'environnement qui ont soumis un rapport sur l'exécution des programmes au Conseil d'administration. Depuis 1993, dans le cadre du Comité administratif de coordination (CAC), le Comité interorganisations sur le développement durable a coordonné la mise en oeuvre, par le système des Nations Unies, des recommandations issues de la CNUED; diverses organisations ont été désignées chef de file pour des domaines particuliers. Dans sa décision 18/14 du 26 mai 1995⁶, le Conseil d'administration s'est félicité de la création du Groupe de la coordination interinstitutions en matière d'environnement, qui remplace le mécanisme des responsables désignés pour les questions d'environnement, en tant qu'organe consultatif souple appelé à se réunir chaque fois qu'il y a lieu, de façon à permettre au Programme des Nations Unies pour l'environnement de s'acquitter efficacement de son mandat de coordonnateur, et a souligné qu'il importe de tenir pleinement compte du rôle, des responsabilités et des travaux du Comité interinstitutions du développement durable. En 1995, plusieurs organismes ont émis des doutes concernant la valeur de l'apport du Groupe de la coordination interinstitutions en matière d'environnement aux mécanismes de coordination du CAC en place. Au début de 1998, un important partenaire du PNUE a indiqué au Groupe central d'évaluation qu'il existait de nombreux mécanismes, qu'ils soient officiels comme le Comité interinstitutions du développement durable, les sous-comités du CAC, le Plan Vigie et le Groupe de la coordination interinstitutions en matière d'environnement ou officieux, en mesure de coordonner les activités du système des Nations Unies en matière d'environnement et que les organismes éprouveraient des difficultés à dégager des crédits en vue de participer à des réunions qui ne portent que sur la coordination et pas aussi sur des questions techniques particulières.

Recommandation 3, Activités programmées du PNUE.

Le Directeur exécutif devrait, dans les limites de ses compétences en ce qui concerne la réaffectation de 20 % de chaque ligne budgétaire, redéployer durant chaque exercice biennal des ressources en faveur du Fonds pour l'environnement, pour traiter de nouveaux problèmes pour lesquels aucune autre institution n'a le mandat, les compétences techniques ou les capacités d'exécution nécessaires. Les ressources réaffectées

devraient être prélevées sur les crédits consacrés à des activités pour lesquelles d'autres institutions ont des compétences techniques ou des capacités d'exécution ou pour lesquelles on a pu obtenir des financements additionnels provenant de sources autres que le Fonds pour l'environnement. Les réaffectations devraient être décidées en consultation avec les institutions concernées (E/AC.51/1995/3).

12. Le PNUE a rappelé que, durant la période considérée, l'allocation des ressources aux divers domaines prioritaires avait assuré la prise en considération de questions nouvelles, mais que l'importance du transfert des ressources avait été grandement diminuée par les graves contraintes financières (UNEP/GC.19/INF.3, par. 6). Le PNUE a pris une part active à de nouvelles initiatives tel le Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres, adopté en 1995. Les groupes du PNUE établis de longue date, tel le programme pour les océans et les zones côtières, pourraient aborder les aspects importants du Programme; cela étant, l'action du PNUE n'a pas été suffisante dans plusieurs domaines devenus préoccupants ces derniers temps, tel celui de l'eau douce. Pour améliorer l'action du PNUE, en matière d'eau douce par exemple, il n'aurait pas été absolument nécessaire de renforcer les capacités internes, mais il aurait fallu mieux utiliser les mécanismes existants, tels le Programme interinstitutions mondial de surveillance de la qualité de l'eau (GEMS/EAU) et le Sous-Comité du CAC sur les ressources en eau, et allouer des ressources du Fonds pour l'environnement à d'autres organisations sous forme de capitaux de départ ou au titre d'arrangements relatifs à la participation aux coûts.

B. Domaines d'action prioritaires

1. Évaluation de l'environnement

Recommandation 4, Évaluations valables sur le plan scientifique. En sa qualité de coordonnateur, le PNUE devrait encourager la réalisation par des groupes d'experts indépendants d'évaluations scientifiquement valables; les programmes adoptés sur la base de ces évaluations devraient bénéficier des conseils et de l'appui des gouvernements, comme c'est le cas pour le Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique (E/AC.51/1995/3).

13. Le PNUE a donné suite à la recommandation 4 par l'intermédiaire de son réseau d'institutions collaboratrices qui encouragent une évaluation valable sur le plan scientifique; le PNUE a également réuni divers groupes d'experts qui ont aidé le Programme à effectuer des évaluations portant

sur des questions très variées. Le Conseil d'administration et les milieux scientifiques ont bien accueilli plusieurs rapports d'évaluation à l'échelle mondiale; le Conseil d'administration a demandé que, pour la préparation de comptes rendus tel le rapport sur les Perspectives mondiales en matière d'environnement, le processus de consultation avec les gouvernements soit amélioré. Il serait également possible de procéder à des évaluations scientifiques valables par l'intermédiaire des programmes interinstitutions du système des Nations Unies tels que le Programme climatique mondial et, en particulier, le Programme mondial concernant l'étude des incidences du climat et les stratégies d'adaptation, le Programme d'action pour le climat, le Programme international sur la sécurité des substances chimiques, le Système mondial d'observation des océans, le Système mondial d'observation du climat (SMOC), et le Système mondial d'observation terrestre (SMOT), récemment mis en place, une fois qu'il deviendra totalement opérationnel.

Recommandation 5, Coordination de l'évaluation de l'environnement au sein du PNUE. Le coordonnateur du sous-programme de l'évaluation de l'environnement du PNUE devrait également coordonner les évaluations entreprises dans les différents services du PNUE et soumettre au Directeur exécutif des recommandations concernant la programmation commune dans ce domaine (E/AC.51/1995/3).

14. En 1995, le PNUE a créé la Division de l'information et de l'évaluation environnementales chargée de coordonner les principales évaluations du programme de travail pour l'exercice biennal 1996-1997. À la fin de 1996, le PNUE avait indiqué que les ressources disponibles permettaient à la Division de ne coordonner qu'une partie des évaluations (UNEP/GC.19/INF.3, par. 8). Mais le Bureau des services de contrôle interne n'a pas accepté l'explication selon laquelle ces problèmes étaient dus à l'insuffisance de ressources. Au début de 1997, un rapport du Bureau établissait qu'un nombre important de postes D-2 étaient attribués à des personnes occupant des fonctions de gestion et de coordination (A/51/810, par. 39), et que plusieurs comités de coordination et de gestion avaient vu le jour mais que leurs fonctions se recoupaient et que «le système ne semblait pas particulièrement efficace» (ibid., par. 64).

Recommandation 6, Suppression des services d'évaluation du PNUE faisant double emploi. Les bases de données et services spécialisés du PNUE qui font double emploi avec des services offerts par d'autres institutions, tels que le Registre international des substances chimiques potentiellement toxiques (RISCPT), devraient être supprimés; le PNUE devrait

alors transmettre les demandes aux services compétents et offrir une assistance minimale (E/AC.51/1995/3).

15. Le PNUE cherche encore à déterminer quels sont ses bases de données et services spécialisés qui font double emploi avec des services offerts par d'autres institutions. Le Programme sur les perspectives mondiales en matière d'environnement tente de déterminer quels ensembles de données mondiales de base sont nécessaires à l'établissement de rapports sur l'environnement mondial.

Recommandation 7, Accès aux données scientifiques. Au moyen du Plan Vigie, le PNUE devrait favoriser à l'échelle mondiale une politique visant à améliorer, dans le cadre des travaux prescrits par les organes délibérants des Nations Unies, l'accès aux données environnementales qui existent au niveau national et international, afin de faciliter l'accès des dirigeants nationaux aux outils de gestion de l'environnement mis au point à leur intention.

16. Le Plan Vigie, mécanisme de coordination grâce auquel les organisations du système des Nations Unies, en coopération avec les gouvernements et les scientifiques, collectent des données qui serviront de base à des évaluations globales des problèmes écologiques, n'était pas utilisé par le PNUE en tant que mécanisme central pour faciliter l'accès des dirigeants nationaux aux outils de gestion de l'environnement mis au point à leur intention. Au lieu de cela, lorsqu'il a appliqué la recommandation 7, le PNUE a fait principalement appel à ses propres réseaux, moins étendus, de centres de collaboration d'évaluation régionale, et à ses réseaux d'information sur l'environnement et les ressources naturelles. Ces réseaux d'information doivent mettre en place des réseaux stratégiques, en assurer les services nécessaires pour une série de consultations sur la politique d'évaluation, et faciliter l'accès à des données à des fins d'évaluations et de rapports régionaux et mondiaux pour le présent et pour l'avenir. Le programme relatif à ces réseaux d'information, notamment en ce qui concerne le renforcement des capacités, est mis en oeuvre grâce à un financement initial du PNUE.

Recommandation 8, Capacités nationales de collecte et d'utilisation d'information sur l'état de l'environnement. Dans le cadre du Plan Vigie, le PNUE devrait oeuvrer au renforcement des capacités nationales de collecte de données sur l'état de l'environnement et l'utilisation au niveau national de ces informations par les organes de décision; il faudrait associer les particuliers à la collecte de données, en en vérifiant la validité scientifique et en instaurant un contrôle de qualité adéquat (E/AC.51/1995/3).

17. En coopération avec d'autres organisations, le PNUE a publié un recueil commun de données, *L'état de l'environnement*, qui vise à aider les gouvernements à préparer des rapports sur la situation de l'environnement, et a lancé des activités afin d'aider les pays en développement à renforcer les capacités d'évaluation de l'état de l'environnement. Cet effort s'inscrit dans un programme à long terme.

Recommandation 9, Mise au point d'une série d'indicateurs communs. Pour épauler le travail accompli par le Comité interorganisations sur le développement durable, le PNUE devrait s'attacher, dans le cadre du Plan Vigie, à aider les pays à mettre au point et à adopter une série d'indicateurs communs du développement durable, qui serviraient de base à l'élaboration de politiques et à la gestion de l'environnement aux niveaux national et international; les pays devraient pouvoir disposer d'une première série d'indicateurs complexes pour établir leurs rapports à la Commission du développement durable en vue de l'examen d'ensemble, en 1997, du programme Action 21 (E/AC.51/1995/3).

18. Le PNUE a donné suite à cette recommandation en coopération avec le Département de la coordination des politiques et du développement durable (qui fait aujourd'hui partie du Département des affaires économiques et sociales, DAES). Les délais envisagés dans la recommandation 9 n'ont pas pu être respectés; en 1997, la mise à l'essai d'un ensemble d'indicateurs a commencé dans un certain nombre de pays pilotes. Le Plan Vigie n'a pas été activement utilisé pour l'application de la recommandation 9.

2. Gestion de l'environnement

Recommandation 10, Faciliter la coordination des accords internationaux relatifs à l'environnement. Dans le cadre de son mandat, le PNUE devrait faciliter la coordination, entre les organisations internationales compétentes, des tâches déterminées par des instruments juridiques internationaux de plus en plus nombreux, dans les domaines suivants : a) élaboration d'une législation internationale; b) application des traités; c) formulation et application des législations nationales. Pour ce faire, il devrait organiser des réunions, fournir des services d'appui et assurer l'échange d'informations entre les organisations et les organes intergouvernementaux concernés. Il s'agirait de faciliter la planification commune et d'éviter les doubles emplois, en tenant compte des travaux et des recommandations de la Commission du développement durable (E/AC.51/1995/3 et Corr.1).

19. Le PNUE a mené un certain nombre d'activités couvertes par la recommandation 10. Plusieurs réunions d'experts ont été organisées sur des questions telles que la relation entre le droit de l'environnement et le développement durable et la responsabilité et l'indemnisation en cas de dommages causés à l'environnement. Une assistance a été fournie aux pays demandeurs en matière d'élaboration d'une législation nationale sur l'environnement. S'agissant des conventions, depuis 1995, des réunions de coordination des secrétariats des conventions relatives à l'environnement se tiennent deux fois par an; la participation aux réunions a été élargie en vue d'inclure les secrétariats des conventions qui ne sont pas administrés par le PNUE et les autres organisations internationales. Toutefois, au début de 1997, le rapport du Bureau des services de contrôle interne a noté que la structure organisationnelle du PNUE ne reflétait pas les relations entre ses activités et celles des conventions; les conventions ne paraissaient pas être «un moyen essentiel par lequel le PNUE pourrait tenter d'influer sur l'action environnementale internationale» (A/51/810, par. 27). En 1997, l'Assemblée générale, à sa dix-neuvième session extraordinaire, a souligné qu'il s'impose, aux niveaux tant international que national, de mieux évaluer scientifiquement les corrélations écologiques entre les conventions; de recenser les programmes qui comportent des avantages multiples; et de mieux intéresser le public aux conventions. Ces tâches devraient être confiées au Programme des Nations Unies pour l'environnement (S-19/2, annexe, par. 119).

Recommandation 11, Base de données complète sur les législations nationales et internationales en matière d'environnement. Le PNUE devrait s'acquitter de la tâche consistant à mettre au point une base de données complète des législations nationales et internationales en matière d'environnement et à offrir aux utilisateurs des services connexes sans que cela fasse double emploi avec les services déjà assurés efficacement par d'autres organisations. Il faudrait renforcer le partenariat entre le PNUE et le Centre du droit de l'environnement de l'UICN; la base de données de l'UICN devrait être utilisée comme principal système d'archive dans le domaine du droit de l'environnement; de façon notamment à satisfaire ses besoins, le PNUE devrait fournir à l'UICN l'appui nécessaire pour lui permettre de tenir à jour et de développer cette base de données. Le PNUE devrait concentrer ses ressources sur la création de services destinés aux utilisateurs et aux partenaires (E/AC.51/1995/3 et Corr.1).

20. En 1996, le PNUE et l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN) sont convenues d'intégrer l'information sur les législations en

matière d'environnement détenue par les deux organisations. Les travaux concernant un projet conjoint visant à établir une banque de données complètes, y compris l'élaboration d'un système d'archivage central commun et un service d'information juridique conjoint pilote devraient être achevés d'ici la fin de 1998. Ce n'est qu'à ce moment-là qu'il sera possible d'évaluer les avantages tirés par les utilisateurs.

Recommandation 12, Services d'appui aux secrétariats des conventions. Le PNUE devrait fournir des services d'appui adéquats aux secrétariats des conventions qu'il administre. Il pourrait contribuer à la collecte de fonds supplémentaires pour permettre aux secrétariats de mettre en oeuvre des projets nationaux lorsque leurs compétences sont requises. Dans le cadre de son administration des secrétariats des conventions, le PNUE devrait veiller, par exemple, à ce que les programmes de travail soient exécutés et qu'ils le soient de façon rentable, conformément aux décisions des parties. Pour s'acquitter de ces tâches, le PNUE devrait créer un groupe d'appui doté des capacités administratives et opérationnelles nécessaires; ce groupe devrait également être en liaison avec les secrétariats d'autres instruments internationaux relatifs à l'environnement afin de faciliter l'application des tâches fixées par l'Action 21 dans le domaine du droit de l'environnement et d'éviter les doubles emplois en matière de services d'appui (E/AC.51/1995/3 et Corr.1)

21. Le PNUE a continué d'apporter un appui administratif aux secrétariats des conventions sur l'environnement qu'il administre, ainsi qu'un appui organique limité aux conventions, par le biais du Groupe d'appui aux programmes et le Groupe de l'information, tous deux situés à Genève, et le dépêchement d'un fonctionnaire de rang supérieur au secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, à Montréal. Toutefois, dans l'ensemble, l'appui fourni n'a pas amélioré sensiblement l'administration des secrétariats. Le Conseil d'administration, dans sa décision 19/9 C du 7 février 1997, a encouragé le Directeur exécutif et les secrétariats de chacune des conventions dont le Programme des Nations Unies pour l'environnement est responsable à conclure un arrangement clarifiant leurs rôles et responsabilités respectifs et définissant les procédures par lesquelles le Directeur exécutif exerce son contrôle ou sa supervision, en vue d'améliorer l'efficacité et l'efficacités. L'Assemblée générale, à sa dix-neuvième session extraordinaire, a souligné que les arrangements institutionnels relatifs aux secrétariats des conventions devraient assurer des services et un soutien efficaces, tout en garantissant l'autonomie nécessaire (résolution S-19/2, annexe, par. 119). À la fin de 1997, le PNUE

avait revu les aspects administratifs de l'arrangement, comme demandé dans la résolution 19/9 C du Conseil d'administration. Les moyens d'accroître la collaboration dans des domaines tels que la mobilisation, les ressources ou l'accès des utilisateurs à la formation n'avaient pas été examinés.

Recommandation 13, Ressources consacrées au droit de l'environnement et aux institutions compétentes en la matière. La part des ressources consacrée au sous-programme relatif au droit de l'environnement et aux institutions compétentes en la matière devrait retrouver son niveau de 1992-1993. Une équipe spéciale représentant différents secteurs du PNUE devrait être chargée d'élaborer un programme visant à coordonner et à permettre d'utiliser l'ensemble des travaux et des ressources disponibles dans le domaine du droit de l'environnement et des institutions compétentes en la matière (E/AC.51/1995/3 et Corr.1).

22. La part des ressources du Fonds pour l'environnement consacrée aux sous-programmes relatifs au droit de l'environnement et aux institutions compétentes en la matière a été réduite par décision du Conseil d'administration de 8,5 % pour l'exercice biennal 1992-1993 à 4 % pour les exercices biennaux 1994-1995 et 1996-1997. En 1997, le Conseil a décidé de consacrer 5,5 % des ressources du Fonds à ce sous-programme pour l'exercice biennal 1998-1999. Au cours de la période 1995-1997, le PNUE a été en mesure de mobiliser des fonds supplémentaires à l'appui de certaines activités ayant trait au droit de l'environnement, telles que le projet de renforcement des capacités relatives au droit de l'environnement et aux institutions compétentes en la matière en Afrique. Toutefois, il fallait parfois plusieurs années pour financer des projets tels que la base de données juridiques conjointe PNUE/UICN mentionnée plus haut au paragraphe 20. Bien que l'équipe spéciale envisagée dans la recommandation 13 n'ait pas été créée et qu'aucun programme particulier n'existe, il semble que des améliorations aient été apportées à la coordination des activités relatives au droit de l'environnement dans le cadre du PNUE; à la suite de la recommandation, la responsabilité de la coordination a été confiée au Sous-Directeur exécutif, qui supervise les travaux d'un certain nombre de services organiques du PNUE et de ses programmes relatifs au droit de l'environnement.

3. Mesures d'appui

Recommandation 14, Renforcement des capacités. Pour ce qui est du renforcement des capacités, le PNUE devrait avant tout s'efforcer : a) de fournir des services d'information aux autres organisations et aux gouvernements afin de leur permettre de procéder à une planifi-

cation stratégique du développement durable; b) de fournir des avis techniques et des orientations facilitant la mise au point d'un droit national de l'environnement et la création d'institutions s'occupant de ce domaine (E/AC.51/1995/3 et Corr.1).

23. Plusieurs initiatives ont été prises par le PNUE en vue d'appuyer le renforcement des capacités dans les deux domaines identifiés dans la recommandation, telles que les activités de renforcement des capacités du programme ENRIN mentionné au paragraphe 16 ci-dessus. S'agissant du rôle du PNUE en matière de renforcement des capacités, la Déclaration de Nairobi (voir plus haut par. 7) a limité la responsabilité de l'Organisation à la fourniture de services d'orientation et consultatifs dans les domaines clefs du renforcement des institutions. Le PNUE a donc un nouveau mandat sur lequel il peut s'appuyer pour appliquer la recommandation 14.

Recommandation 15, Évaluation des besoins pour le renforcement des capacités. Les représentants résidents du PNUD, en qualité de représentants du PNUE au niveau national, devraient jouer un rôle de premier plan dans l'évaluation des besoins. Les bureaux régionaux du PNUE devraient, en tant que de besoin, assurer la liaison entre lesdits représentants et les programmes centraux du PNUE. Les représentants résidents du PNUD et les représentants des organisations – telles que la Banque mondiale et les institutions spécialisées des Nations Unies – qui appuient la mise au point et en oeuvre des plans nationaux devraient recevoir régulièrement du PNUE des informations sur les travaux que ce dernier pourrait organiser et les services qu'il pourrait fournir.

24. En 1995, un accord-cadre PNUE/PNUD aux fins de la coopération en matière de renforcement des capacités a été définitivement arrêté, en vertu duquel les représentants du PNUD agissent en tant que représentants du PNUE au niveau des pays et sont la principale source d'évaluation des besoins. Le PNUE et le PNUD ont travaillé en relation étroite en tant que partenaires dans le cadre de projets de renforcement des capacités visant à développer les droits de l'environnement et les ressources humaines connexes dans différents pays, en Afrique et en Asie. Il convient de rappeler que la plupart des institutions spécialisées des Nations Unies procèdent à des évaluations des besoins dans leur domaine, ainsi que dans leur champ de compétence; l'accord-cadre PNUE/PNUD n'assigne pas le rôle central à la fonction de coordonnateur résident ni au représentant résident, mais devrait le faire.

Recommandation 16, Rôle du PNUE dans la formation en matière d'environnement. Le PNUE ne devrait pas

renforcer ses capacités de formation, mais plutôt encourager la collaboration entre un groupe de base d'organisations internationales en mesure d'organiser des programmes de formation spécialisée. Il devrait aider ces organisations, surtout en fournissant, sur demande, du personnel d'appui dans des domaines spécialisés. Il devrait aussi s'attacher à faire prévaloir l'institution d'un suivi de six mois à un an après la formation, ou de toute autre durée appropriée, et en tirer les leçons.

25. Le PNUE n'a pas défini de stratégie visant à promouvoir la collaboration entre un noyau d'organismes internationaux afin de ne pas avoir à prendre parti à des activités de formation. Le PNUE a continué d'organiser des activités de formation et d'appuyer des mécanismes tels que des réseaux de formation régionaux à l'environnement visant à diffuser des informations sur les possibilités de formation. Toutefois, les lacunes et les doubles emplois, même dans le cadre du système des Nations Unies, n'étaient pas identifiés de façon systématique. Concernant les résultats de la formation, la rétro-information des participants était obtenue principalement le dernier jour des stages de formation et l'évaluation à plus long terme de l'utilisation effective était insuffisante. Dans l'ensemble, il convient de renforcer l'effort fait par le PNUE en vue d'identifier les besoins prioritaires en matière de formation, de faire le bilan des ressources de formation existantes et d'évaluer les résultats à plus long terme des programmes de formation mis en oeuvre.

Recommandation 17, Stratégie d'information en matière d'environnement. Abstraction faite des gouvernements, le PNUE doit répondre aux besoins d'information sur l'environnement des principaux groupes mentionnés aux chapitres 23 à 32 d'Action 21. La décision de continuer à produire des matériaux d'information ou à en créer de nouveaux devrait se baser sur : a) la demande; b) la certitude qu'aucune autre organisation n'est mieux placée pour produire et diffuser les matériaux; c) le choix du moyen le plus intéressant sur le plan coût-efficacité, sa souplesse d'utilisation et le fait qu'il fera l'objet d'une diffusion ultérieure. Cette stratégie devrait être appliquée en étroite collaboration avec les bureaux régionaux. Le PNUE devrait s'assurer de façon systématique, par le biais de ses bureaux régionaux et de ses centres de liaison, que les matériaux d'information qu'il produit ou commande parviennent bien aux groupes cibles et ont un impact. C'est en se fondant sur les conclusions tirées qu'il conviendrait de limiter la gamme et le nombre des activités d'information en supprimant celles qui sont les moins efficaces (E/AC.51/1995/3 et Corr.1).

26. Par l'intermédiaire de ses bureaux régionaux et de ses interlocuteurs gouvernementaux, le PNUE s'est efforcé d'établir si l'information parvenait aux groupes cibles et si elle avait un impact. Pour ce faire, il a également procédé, au siège, à des évaluations et à des études. Le PNUE estime toutefois que la réduction des ressources du Fonds, en 1996-1997, a gêné la réalisation de ce projet. Il est davantage fait appel au réseau existant des comités nationaux du PNUE qui ont efficacement assuré la diffusion des matériaux d'information du PNUE auprès des gouvernements, des organisations non gouvernementales, des grands groupes sociaux et sectoriels et du public. C'est ainsi qu'ont été supprimées un certain nombre d'activités jugées moins efficaces, au nombre desquelles l'appui aux organes d'information des ONG et les services des conseillers régionaux à la jeunesse. Conformément à la recommandation précitée, on privilégie désormais la recomposition des matériaux d'information déjà produits par le Programme en réponse à des demandes spécifiques. Le programme de publications reste encore à rationaliser.

Recommandation 18, Courtage d'informations à l'intention des responsables. Le PNUE devrait concevoir les services d'information destinés aux autorités gouvernementales et au monde des affaires et de l'industrie comme étant essentiellement des services de courtage. Proposés de préférence sous une forme autre que sur support imprimé, ces services devraient faciliter l'accès à des informations de qualité déjà existantes et configurer l'information de telle sorte qu'elle puisse répondre à des questions spécifiques (E/AC.51/1995/3 et Corr.1).

27. Le PNUE ne dispose pas encore d'un mécanisme centralisé lui permettant d'offrir des services de courtage d'informations aux responsables gouvernementaux et aux opérateurs économiques. En 1994, le Programme a décidé de réunir tous les services d'information du siège en un Centre d'information unique de façon à assurer une meilleure coordination. On espérait que cette intégration faciliterait à un certain nombre d'utilisateurs, à l'échelon régional et national, l'accès à une information pertinente. Toutefois, après examen, les responsables du PNUE ont décidé, en 1995, de s'en tenir aux structures existantes. Il faut noter que les tâches prioritaires prévues dans le Programme de travail pour 1998-1999 continuent d'être axées sur un public spécialisé et les réseaux scientifiques avec lesquels le PNUE collabore depuis longtemps, plutôt que sur les responsables « qui n'ont pas toujours les qualifications techniques requises pour exploiter au mieux les informations scientifiques, techniques ou statistiques » (E/CN.17/1995/18, par. 18).

Recommandation 19, Matériaux d'information. Le PNUE devrait fournir des matériaux d'information conçus tout spécialement à l'intention des journalistes et des représentants des médias en se basant sur les mêmes normes et méthodes de rédaction et de présentation que les agences de presse (E/AC.51/1995/3 et Corr.1).

28. Le PNUE a continué à fournir différents types de matériaux d'information à divers usagers. Toutefois, s'ils sont intéressants en soi, la plupart de ces matériaux, tels que le magazine *Notre Planète* ou les films produits en collaboration avec Television Trust for the Environment que le PNUE a présentés au Groupe central d'évaluation comme preuves de la mise en application de la recommandation 19, ne constituent pas une application directe de ladite recommandation. Les matériaux produits par le PNUE, tels que les communiqués de presse, concernent davantage les questions internes du Programme que des enjeux et des thèmes intéressants relatifs à l'environnement. Quelques initiatives isolées ont été prises en vue d'instaurer des relations de partenariat avec la presse, mais en dehors de toute stratégie d'ensemble. En 1997, le PNUE a élaboré une stratégie de communication qui facilite la mise en place d'activités de communication à toutes les étapes de la planification et de la mise en oeuvre des programmes.

C. Administration

1. Activités régionales

Recommandation 20, Transfert des programmes aux bureaux régionaux. Les services du siège qui, comme le Groupe de l'environnement et de l'économie et celui de l'eau douce, disposent d'un personnel réduit et dont le travail nécessite des échanges fréquents avec des organismes extérieurs au PNUE, devraient être transférés au bureau régional où le plus grand nombre de ces échanges peut avoir lieu. Les programmes pour lesquels l'essentiel des données, de l'expérience et des institutions pertinentes est regroupé dans une même région, tels que les programmes relatifs à la biodiversité, aux écosystèmes des zones arides et à la lutte contre la désertification, devraient être rattachés au bureau du PNUE de la région en question (E/AC.51/1995/3 et Corr. 1).

29. Le transfert d'administrateurs, dans des domaines tels que le droit de l'environnement, l'industrie et les ressources naturelles, a permis de renforcer les bureaux régionaux du PNUE et d'en améliorer l'efficacité, en respectant par ailleurs les priorités arrêtées par les ministères de l'environnement

des pays concernés. Devant l'impossibilité d'établir avec certitude le niveau d'efficacité de certains bureaux régionaux, le Conseil d'administration en a demandé l'évaluation (voir au paragraphe 33 ci-après). En outre, aucun progrès notable n'a été enregistré quant à l'objet principal de la recommandation 20, qui visait à faciliter les échanges entre les organismes extérieurs et les petits services du PNUE chargés d'assurer la coordination de programmes à l'échelle mondiale.

2. Soutien aux grands groupes sociaux ou sectoriels

Recommandation 21, Soutien aux grands groupes sociaux ou sectoriels. Le PNUE devrait établir une stratégie de collaboration avec les ONG et les autres organisations représentant les grands groupes sociaux et sectoriels, afin d'associer davantage ceux-ci à ses activités et d'accroître progressivement le nombre de projets exécutés par les ONG. Un coordonnateur devrait être désigné pour suivre l'application de cette stratégie dans tous les programmes du PNUE (E/AC.51/1995/3 et Corr.1).

30. Prenant note, dans sa décision 18/4 du 26 mai 1995², de cette recommandation ainsi que du rôle de partenaires importants reconnu aux organisations non gouvernementales dans l'action 21, le Conseil d'administration a prié le Directeur exécutif d'élaborer un cadre d'action et des mécanismes appropriés appelés à régir les relations avec les ONG et de confier à un administrateur de haut niveau déjà en place les fonctions de coordonnateur. En 1996, l'apport des ONG a été analysé par le Centre international de liaison pour l'environnement et a servi de base à l'élaboration d'un cadre de coopération avec les ONG. La même année, le PNUE, s'inspirant de son programme de sensibilisation, a lancé le programme de Citoyenneté mondiale en matière d'environnement établi à Mexico. Grâce à ce programme, de nouvelles relations de partenariat ont été instaurées, notamment avec des parlementaires, des groupes religieux et des associations professionnelles. Les données dont dispose le Groupe central d'évaluation ne permettent pas de juger de la qualité de la coordination existant entre ce programme et les autres programmes du PNUE auxquels participent des ONG.

3. Gestion du programme

Recommandation 22, Appels de fonds. Le PNUE devrait élaborer une vaste stratégie d'appel de fonds pour financer des activités de protection de l'environnement et établir un mécanisme pour appliquer cette stratégie. Ce mécanisme devrait donner des conseils à tous les services du PNUE ainsi qu'à d'autres organisations, appartenant ou non au système des Nations

Unies, au sujet des possibilités de financement susceptibles de compléter et d'élargir l'impact du Fonds pour l'environnement. Le PNUE devrait continuer de faciliter la mobilisation de fonds en parrainant les projets étroitement liés à son programme d'activité (E/AC.51/1995/3 et Corr.1).

31. Le PNUE a formulé une stratégie d'appel de fonds coordonnée par un haut fonctionnaire. Le Service de la mobilisation des ressources a appuyé les actions engagées pour accroître le volume des contributions volontaires au Fonds pour l'environnement et pour fournir un complément à ce Fonds par le biais de la mobilisation de contributions supplémentaires de contrepartie et de fonds d'affectation spéciale. Cependant, le Centre d'échange d'informations pour la coopération technique, qui contribuait également aux activités d'appel de fonds, a été supprimé à la suite d'une compression des effectifs. La stratégie d'appel de fonds a donné des résultats mitigés. Selon les chiffres de 1997, toutes les catégories de financement de programmes ont enregistré, entre 1994 et 1995, un recul en chiffres absolus qui s'est poursuivi en 1996, n'épargnant que les petites contributions de contrepartie destinées à certains projets. La Déclaration de Nairobi (voir le paragraphe 7 ci-dessus) a jugé prioritaire la question du financement stable, adéquat et prévisible du PNUE. Comme indiqué au paragraphe 5 de la Déclaration de Nairobi, la réussite des activités futures d'appel de fonds dépendra de la confiance des États Membres dans l'organisation et de «l'excellence, la pertinence et la rentabilité qui concourent à la bonne exécution des programmes»³.

32. La stratégie du PNUE en matière de mobilisation de ressources destinées au Fonds pour l'environnement en 1996-1997 signalait que «la concurrence qui régnait en matière d'appel de fonds dans le domaine de l'environnement obligeait le PNUE à identifier des options et des possibilités nouvelles d'amélioration de ses activités d'appel de fonds. L'objectif final est de garantir la bonne exécution des programmes du PNUE et, parallèlement, de maximiser l'impact environnemental des programmes exécutés par d'autres agences spécialisées des Nations Unies». Cependant, au cours des dernières années, les appels de fonds du PNUE ont essentiellement servi à assurer l'exécution de ses propres programmes, et très peu de fonds ont été utilisés pour stimuler, ailleurs, le financement ainsi que d'autres activités (voir le paragraphe 9 ci-dessus). Le Groupe de la coordination interinstitutions en matière d'environnement ou d'autres organes de coordination n'ont pas abordé la question de la démarche commune en matière d'appel de fonds destinée à fournir un complément au Fonds pour l'environnement. Le PNUE a mis un terme au financement de programmes en cours d'exécution sans consultation préalable adéquate avec

ses partenaires et sans les aider à identifier d'autres sources de financement. Certaines institutions ont déclaré au Groupe central d'évaluation que l'absence d'une démarche commune, dans un contexte de limitation des ressources, contribuait à entretenir une situation de concurrence pour l'obtention des fonds et de double emploi dans les actions engagées avec les donateurs.

Recommandation 23, Étude du Bureau des services de contrôle interne sur les effets de la réorganisation du PNUE. Étant donné l'importante réorganisation qu'a connue le PNUE en 1993 et 1994, une étude indépendante devrait être menée par le Bureau des services de contrôle interne d'ici à la fin de 1996 pour examiner les effets qu'a eus cette réorganisation et évaluer l'état de la gestion au PNUE (E/AC.51/1995/3 et Corr.1).

33. À sa trente-septième session, le Comité du programme et de la coordination a examiné le rapport du Bureau des services de contrôle interne (A/51/810)⁷. Dans sa décision 19/29 B du 4 avril 1997 prise à sa dix-neuvième session, le Conseil d'administration a demandé au Comité des représentants permanents, compte tenu des rapports du Bureau des services de contrôle interne et du Directeur exécutif sur la gestion et le soutien administratif du PNUE, de lui faire des recommandations concrètes, à sa vingtième session, sur les moyens d'améliorer l'efficacité, la productivité et la transparence du secrétariat. Au paragraphe 6 de la section III de sa décision 19/22 du 7 février 1997³, le Conseil a prié le Directeur exécutif d'entreprendre, dans les meilleurs délais, en consultation avec le Bureau des services de contrôle interne, une évaluation du rôle, des fonctions et de la gestion de tous les bureaux régionaux du PNUE, et de faire rapport sur celle-ci avant sa vingtième session.

III.

Conclusions et recommandations

34. D'une manière générale, le PNUE a achevé ou bien entamé la mise en application des recommandations 4, 6, 9, 11, 13, 15 et 17 de l'évaluation approfondie (E/AC.51/1995/3 et Corr.1). Il n'a cependant pas accordé une attention suffisante à certains aspects essentiels des autres recommandations, notamment en ce qui concerne a) le recours aux compétences disponibles au sein du système des Nations Unies, b) l'appui à la mise en application des conventions relatives à l'environnement; et c) l'amélioration de l'accès à l'information pour la communauté non scientifique, y compris les responsables et les médias.

Recommandation 1, Mise en application des recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa trente-cinquième session sur l'évaluation du programme sur l'environnement. Le PNUE devrait mettre en application les recommandations 1 à 3, 5, 7, 8, 10, 12, 14, 16 et 18 à 22, en accordant l'attention voulue aux aspects clefs soulignés dans le présent rapport, et en faire rapport à la vingtième session du Conseil d'administration.

Recommandation 2, Suite à donner aux conclusions et recommandations de la trente-septième session du Comité du programme et de la coordination. Le présent rapport, ainsi que les conclusions et recommandations du Comité du programme et de la coordination y afférent, devraient être soumis au Comité de haut niveau des ministres et responsables du PNUE pour examen et suite à donner. Un rapport sur la mise en application des recommandations du Comité du programme et de la coordination devrait être soumis au Conseil d'administration à sa vingtième session.

(Signé) Karl Th. **Paschke**
Secrétaire général adjoint
aux services de contrôle interne

Notes

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session, Supplément No 16 (A/50/16), par. 246.

² Ibid., Supplément No 25 (A/50/25), annexe.

³ Ibid., Cinquante-deuxième session, Supplément No 25, (A/52/25), annexe, résolution 10/1, annexe.

⁴ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992, vol. I, résolutions adoptées par la Conférence (publication des Nations Unies, No de vente : F.93.I.8 et rectificatif), résolution 1, annexe II.

⁵ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément No 25 (A/52/25), annexe.

⁶ PNUE, déclaration de politique générale du Secrétariat, 10 février 1996.

⁷ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément No 16 (A/52/16), par. 311 à 315.